



CHAPITRE 67

Loi modifiant la Loi des compagnies
de fidéicommiss

[Sanctionnée le 13 décembre 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
287, a. 2,
mod.

1. L'article 2 de la Loi des compagnies de fidéicommiss (Statuts refondus, 1964, chapitre 287) est modifié par la suppression des paragraphes 8° et 9°.

Id., a. 5,
mod.

2. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° Que la compagnie projetée possède un capital-actions souscrit et versé d'au moins un million de dollars divisé en actions ordinaires d'une valeur au pair d'au moins un dollar chacune, dont le montant a été versé en argent dans une banque par les souscripteurs de ce capital, en fidéicommiss pour la compagnie; ».

Id., a. 6,
mod.

3. L'article 6 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Variation
du
capital-
actions.

« **6.** Une compagnie ne peut augmenter ou diminuer son capital-actions ou subdiviser ses actions existantes en actions de moindre quotité ni modifier autrement son capital-actions sans l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Capital
minimum.

Toutefois, telle modification ne peut avoir pour effet de réduire le capital-actions ordinaire versé à un montant infé-

CHAPTER 67

An Act to amend the Trust Companies
Act

[Assented to 13th December 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Trust Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 287) is amended by striking out paragraphs 8 and 9.

2. Section 5 of the said act, amended by section 1 of chapter 74 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by replacing paragraph 3 by the following:

“(3) That the proposed company has a subscribed and paid-up capital stock of at least one million dollars divided into common shares of a par value of at least one dollar each, the amount of which has been paid into a bank in cash by the subscribers of such capital in trust for the company;”.

3. Section 6 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

“**6.** A company shall not increase or decrease its capital stock or subdivide its existing shares into shares of a smaller amount nor otherwise alter its capital stock without the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

However, such alteration shall not have the effect of reducing the common paid-up capital stock to an amount less

rieur à une valeur au pair globale de un million de dollars. »

than a total par value of one million dollars.”

S.R., c.
287, a. 7,
mod.

4. L'article 7 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

4. Section 7 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following: R.S., c.
287, s. 7,
am.

Em-
prunts.

« **7. 1.** Sauf les dispositions contraires contenues dans une charte spéciale, une compagnie ne peut contracter d'emprunts moyennant la réception de dépôts ou l'émission d'obligations. Elle peut cependant emprunter des fonds en émettant des billets en sous-ordre ou en acceptant des prêts en sous-ordre consentis par les actionnaires, pour les fins et selon les modalités et conditions prévues dans les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, le ministre peut, selon les circonstances, imposer à une compagnie particulière des conditions et modalités restreignant ce pouvoir d'emprunt.

“**7. (1)** Subject to any provisions to the contrary contained in a special charter, no company may contract loans by taking deposits or by issuing bonds. It may nevertheless borrow money by issuing subordinated notes or by accepting subordinated shareholder loans, for the purposes and according to the terms and conditions provided in the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council. However, the Minister may, according to the circumstances, impose upon a particular company terms and conditions restricting such borrowing power. Borrow-
ing.”

Billet
en sous-
ordre.

Un billet en sous-ordre s'entend, pour les fins du présent paragraphe, d'un titre de créance stipulant expressément qu'en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la compagnie, la créance prendra rang :

“Subordinated note” means, for the purposes of this subsection, a title of indebtedness that by its terms provides that the indebtedness evidenced by it shall, in the event of the insolvency or winding-up of the company, rank: Subordin-
ated
notes.

a) après les autres créances de la compagnie;

(a) after the other debts of the company;

b) avec les autres billets en sous-ordre émis par elle;

(b) equally with the other subordinated notes issued by it;

c) avant les prêts en sous-ordre consentis par les actionnaires.

(c) before the subordinated shareholder loans.

Prêt
en sous-
ordre.

Un prêt en sous-ordre consenti par les actionnaires s'entend, pour les fins de l'alinéa précédent, d'un prêt à échéance déterminée consenti à la compagnie par un de ses actionnaires ou par une personne qui contrôle un de ses actionnaires et stipulant qu'en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la compagnie, le prêt prendra rang avec les autres prêts semblables mais après toutes les autres créances. »

“Subordinated shareholder loan” means, for the purposes of this subsection, a loan for a fixed term granted to the company by one of its shareholders or by a person who controls one of its shareholders and stipulating that in the event of the insolvency or winding-up of the company, the loan shall rank equally with other similar loans but be subordinate to all other debts.” Subordin-
ated
share-
holder
loan.

S.R., c.
287, a. 16,
mod.

5. L'article 16 de ladite loi est modifié par l'insertion dans le premier alinéa, après le paragraphe *b*, du suivant :

5. Section 16 of the said act is amended by inserting in the first paragraph, after subparagraph *b*, the following: R.S., c.
287, s. 16,
am.

« *(c)* acheter la totalité des biens, droits, affaires et mandats de toute compagnie extra-provinciale. »

“*(c)* buy the whole of the property, rights, business and mandates of any extra-provincial company;”

S.R., c. 287, a. 19, mod.

6. L'article 19 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° Les compagnies extra-provinciales qui possèdent un capital-actions ordinaire souscrit et versé d'au moins \$1,000,000; ».

Id., a. 19a, aj.

7. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 19, le suivant:

Premier enregistrement.

« **19a.** Un premier enregistrement ne peut être accordé à une compagnie de fidéicommiss qui n'était pas enregistrée le 1^{er} décembre 1974 à moins qu'elle ne possède un capital-actions ordinaire souscrit et versé d'au moins un million de dollars. »

S.R., c. 287, a. 25, mod.

8. L'article 25 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Langue de la raison sociale.

« Une compagnie ne peut être enregistrée à moins que sa raison sociale ne soit en langue française, qu'elle soit ou non accompagnée d'une version anglaise. Cette raison sociale doit comporter les mots « fiducie » ou « trust » ou autre expression explicitant la qualité de fiduciaire de la compagnie et être conforme aux exigences du chapitre IV du Titre III de la Loi sur la langue officielle. »

Effet de a. 5.

9. L'article 5 de la présente loi a effet depuis le 1^{er} mars 1974 et les achats effectués conformément à cet article entre cette date et celle de l'entrée en vigueur de la présente loi sont pour autant validés sans que s'appliquent les deuxième et troisième alinéas de l'article 16 de la Loi des compagnies de fidéicommiss.

Substitution de raison sociale.

10. Lorsqu'une compagnie de fidéicommiss a acheté la totalité des biens, droits, affaires et mandats d'une compagnie extra-provinciale entre le 1^{er} mars 1974 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi, la raison sociale de la compagnie qui achète est substituée à celle de la compagnie qui vend dans tout document la mettant en cause en l'une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7° de l'article 2 de la Loi des compagnies de fidéicommiss dès l'adoption de l'arrêté prévu à la première phrase du quatrième alinéa de l'article 16 de la Loi des compagnies de fidéicommiss. A comp-

R.S., c. 287, s. 19, am.

6. Section 19 of the said act is amended by replacing paragraph 3 by the following:

“(3) Extra-provincial companies having a common subscribed and paid-up capital stock of at least \$1,000,000;”.

Id., s. 19a, added.

7. The said act is amended by inserting, after section 19, the following:

First registration.

“**19a.** A first registration shall not be granted to a trust company which was not registered on 1 December 1974 unless it has a common subscribed and paid-up capital-stock of one million dollars.”

R.S., c. 287, s. 25, am.

8. Section 25 is amended by adding the following paragraph:

Language of firm name.

“No company shall be registered unless its firm name is in the French language, whether it is accompanied with an English version or not. Such firm name must include the words “fiducie” or “trust” or another expression indicating the capacity of trustee of the company and be in compliance with the requirements of Chapter IV of Title III of the Official Language Act.”

Effect of s. 5.

9. Section 5 of this act shall have effect from 1 March 1974 and purchases made in conformity with such section between such date and that of the coming into force of this act are validated in that regard without application of the second and third paragraphs of section 16 of the Trust Companies Act.

Firm name substituted.

10. Where a trust company has purchased the whole of the property rights, business and mandates of an extra-provincial company between 1 March 1974 and the date of the coming into force of this act, the firm name of the purchasing company shall be substituted for that of the selling company in any document by which it is involved in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2 of the Trust Companies Act immediately upon adoption of the order contemplated in the first sentence of the fourth paragraph of section 16 of the Trust Companies Act. From the date of the abovementioned or-

ter de la date de l'arrêté susdit, la compagnie qui vend ne doit exercer aucune activité sinon pour réaliser sa dissolution.

der, the selling company must not carry on any activity except to achieve its own dissolution.

Entrée
en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. (*)

11. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. (*)

Coming
into
force.

(*) Les articles 1 à 3, 5 à 7 et 9 à 11 de cette loi sont entrés en vigueur le 12 février 1975 (Gazette officielle du Québec, 1975, page 1147).

(*) Sections 1 to 3, 5 to 7 and 9 to 11 of this act came into force on 12 February 1975 (Québec Official Gazette, 1975, page 1147).